



DECLARATION LIMINAIRE INTERSYNDICALE au CTL 20 janvier 2020

Aujourd'hui se tient un Comité Technique Local avec pour ordre du jour les suppressions d'emplois à la DDFIP du Lot et Garonne.

Depuis des années, la DGFIP absorbe la grande majorité des suppressions d'emplois, les services sont exsangues, les collègues en souffrance, les usagers et contribuables à bout de nerfs... mais rien n'y fait, notre administration se targue même d'être à la tête d'une administration exemplaire en terme de suppressions d'emploi...

Nous connaissons déjà votre réponse : vous allez nous rétorquer que cette année le nombre de suppressions d'emplois est en diminution par rapport aux années précédentes, mais c'est tout de même 1431 suppressions d'emplois qui s'ajoutent aux précédentes :

2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
-2 667	-2 438	-2 023	-1 988	-2 000	-2 130	-1 630	-1 600	-2 130

Soit 20037 ETP depuis l'année 2011 !! Dans le secteur privé, cela porte un nom : « un plan social »

L'intersyndicale Solidaires Finances Publiques Lot et Garonne et CGT Finances Publiques du Lot et Garonne dénonce les nouvelles suppressions de postes dans notre administration qui vont encore affaiblir les services visés et dégrader les conditions de travail des agentes et des agents concernés. :

Encore 9 suppressions en 2020 pour 2 créations. Ce qui porte le total à 70 depuis 2015 pour notre Département:

CATEGORIES	A+	A	B	C	TOTAL
TOTAL	-3	-15	-23	-29	- 70

Depuis des années, les agents surcompensent ces suppressions par leur investissement, leur conscience professionnelle et leur attachement à rendre un

service public de qualité. Mais non satisfait d'en abuser, vous les « remerciez » en détériorant leurs conditions de travail, en détruisant leurs droits et garanties, en restreignant leur droit à être défendus par la suppression des CAP, en démantelant le réseau, en privatisant leurs missions.

Mais après tout, pourquoi s'en priver, Il est vrai que le baromètre social de notre département est exemplaire

Depuis des mois, les agents se mobilisent, se mettent en grève massivement dans les territoires pour affirmer leur désaccord, leur mécontentement profond.

La mise en place des Maisons France Services dans le Lot et Garonne n'est qu'un écran de fumée pour masquer l'abandon de toute notion de service public pour notre administration.

Comment justifiez-vous la fermeture de trésoreries par un meilleur service public rendu aux usagers de notre administration ?

- Dans l'avenir, qui pourra renseigner l'utilisateur à l'accueil ?
- Au téléphone ? Par mail ?
- Et bientôt à distance par appel vidéo depuis les Maison France Services ou le point de contact dans la mairie ?
- Et en plus, répondre au courrier et s'occuper des tâches administratives de son service !
- Et en plus, préparer l'accueil sur Rendez Vous du lendemain ?

La jolie vitrine des nombreuses offres de service public du Nouveau Réseau de Proximité masque complètement le manque de moyens humains pour y faire face.

Alors que la votation organisée l'automne dernier a montré une forte opposition au soi-disant Nouveau Réseau de Proximité, comment osez-vous demander des volontaires pour intégrer des groupes de travail afin de restructurer/supprimer les missions de leurs propres collègues?

Comme vous pouvez l'entendre, le comprendre relève de l'utopie, les conditions essentielles pour qu'une concertation sereine puisse avoir lieu ne sont toujours pas réunies.

Dans ces conditions et devant ce constat édifiant, l'intersyndicale Solidaires Finances Publiques et CGT Finances Publiques du 47 demande à la Direction Départementale de se déclarer dans l'impossibilité de mener à bien toutes les missions qui lui ont été confiées et dans l'incapacité de mettre en place le plan Darmanin dans le département du Lot et Garonne.

Nous sommes avec les agents, les élus et les citoyens dans la mobilisation depuis des mois pour le retrait des réformes du nouveau réseau de proximité, de privatisations de

nos missions, de la retraite par points et pour porter une autre conception du service public.

Nous défendons un service public au plus près des citoyens, dont il est le bien commun. Nous refusons la suppression de cette richesse nécessaire à la cohésion sociale et milite pour son renforcement.

Nous exigeons :

- Le retrait immédiat du plan du Ministre Darmanin de géographie revisitée ;
- La consolidation et la réimplantation de services de la DGFIP de pleine compétence au plus près des citoyens ;
- Des embauches statutaires et des moyens à la hauteur des besoins pour l'exercice de toutes les missions de la DGFIP ;
- La pérennité de l'exercice de toutes les missions à la DGFIP ;
- Le renforcement du statut des fonctionnaires, seul garant de l'égalité de traitement des citoyens et de l'indépendance des fonctionnaires vis-à-vis des pouvoirs publics ;
- L'augmentation des rémunérations par une revalorisation conséquente du point d'indice, le rattrapage de la perte de pouvoir d'achat et l'abandon du RIFSEEP.

De plus, la mobilisation se poursuit pour le retrait du projet de réforme des retraites, entraînant chaque jour de nouveaux travailleur.euses, de la jeunesse,...

De nombreuses initiatives se tiennent sur tout le territoire : grève, manifestations, rassemblements, piquets de grève, etc... rassemblant à nouveau plusieurs centaines de milliers de personnes.

Par la présente déclaration, Solidaires Finances Publiques Lot et Garonne et CGT Finances Publiques du Lot et Garonne exige le retrait de la réforme des retraites par point.

En conséquence, les élus de Solidaires Finances Publiques Lot et Garonne et CGT Finances Publiques du Lot et Garonne ne participeront pas à cette instance

Pour Solidaires Finances Publiques
François Lecourt

Pour la CGT Finances Publiques
Patrice Martin